

République Française Liberté Égalité Fraternité Envoyé en préfecture le 19/09/2025

Reçu en préfecture le 19/09/2025

Publié le 19/09/2025



ID: 078-217802172-20250915-DEC25\_042-AI

2025/

Commune d'Epône - Décision N° 25/042 4.1 Personnel titulaire et stagiaire de la F.PT

## **DECISION DU MAIRE N° 25-042**

## VERSEMENT D'UN CAPITAL DECES A UN AYANT DROIT A LA SUITE DU DECES D'UN AGENT COMMUNAL

Prise en application de la délibération n°23-051 du Conseil Municipal de la commune d'Epône du 28 août 2023, donnant délégation de pouvoir à Monsieur le Maire dans les matières définies par l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## Le Maire d'Epône,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment son article L. 828-1;

Vu le Code de la Sécurité sociale et notamment les articles D. 712-19 et suivants ;

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment son annexe 1 relatives aux pièces justificatives des dépenses publiques locales ;

Vu le Décret n° 60-58 du 11 janvier 1960 relatif au régime de sécurité sociale des agents permanents des départements, des communes et de leurs établissements publics non industriel ou commercial ;

Vu le Décret 2021-176 du 17 février 2021 portant modification temporaire des modalités de calcul du capital décès servi aux ayants droit de l'agent public décédé ;

Vu la demande écrite de versement du capital décès transmis par Monsieur septembre 2025 ;

Considérant l'acte de décès de Madame en date du 30 septembre 2024 ;

Considérant que Madame n'avait pas atteint, lors de son décès, l'âge légal d'ouverture des droits à la retraite ;

a la qualité d'ayant droit de

Considérant que les crédits sont inscrits au budget.

Considérant que Monsieur

DECIDE

<u>Article 1</u>: . De verser à Monsieur <u>la somme de 26 710,80 euros correspondant au montant du capital décès de Madame</u>

<u>Article 2</u>: De dire que la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois, à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité.

Article 3 : De dire qu'une ampliation de la présente décision sera transmise à :

- La préfecture des Yvelines
- Au Comptable de la Collectivité



Envoyé en préfecture le 19/09/2025

Reçu en préfecture le 19/09/2025

Publié le 19/09/2025



ID: 078-217802172-20250915-DEC25\_042-AI

2025/ Commune d'Epône - Décision N° 25/042 4.1 Personnel titulaire et stagiaire de la F.PT

Fait à Epône, le 15 septembre 2025



